

Direction Générale  
Mission Inspection Contrôle Réclamations  
Affaire suivie par : [REDACTED]  
Mail : [REDACTED]  
Réf : IC-0724-9798-D  
PJ : tableau des mesures définitives

Marseille, le  
Le Directeur Général  
à  
Madame la Directrice  
EHPAD EMEIS LES JARDINS DE GRASSE  
41 rue Jeanne Jugan  
06130 GRASSE

**Objet** : Contrôle EHPAD Les Jardins de Grasse – Notification des décisions définitives au terme de la procédure contradictoire

Votre établissement a fait l'objet d'un contrôle sur pièces le 16 avril 2024. Le rapport d'inspection accompagné du tableau des mesures envisagées vous a été notifié le 24 juin 2024. Vous avez accusé réception du courrier le 29/06/2024.

Dans le cadre de la phase contradictoire, et suite à nos relances (la dernière par mail en date du 23/07/2024), nous avons réceptionné le 1<sup>er</sup> août vos éléments de réponse. Ils ont été analysés. La procédure contradictoire est désormais clôturée.

A ce stade de la procédure, 2 injonctions, 1 prescription et 6 recommandations vous sont notifiées dans le tableau annexé. Le délai de mise en œuvre de ces décisions court à compter de la notification de la présente.

Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, ces décisions sont susceptibles de faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la réception devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Le suivi des mesures administratives sera assuré par la Mission Inspection Contrôle Réclamations de l'Agence Régionale de Santé.



Je vous demande d'adresser à ce service, aux différentes dates d'échéance, le tableau de suivi des mesures administratives, complété par vos soins, sous format WORD et PDF et assorti des pièces justificatives. Un contrôle sur site pourra être réalisé afin de vérifier la mise en œuvre effective des mesures correctives.

Je vous rappelle enfin que le rapport d'inspection et les décisions prises font partie des documents administratifs communicables aux tiers au sens des articles L311-1 et L300-2 du code des relations entre le public et l'administration.